

Le mouvement indigène en Équateur va organiser un sit-in pour soutenir Leonidas Iza



Quito, 3 juillet (RHC) La Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (Conaie) a déclaré qu'elle allait organiser un sit-in pour soutenir son leader, Leonidas Iza, qui sera jugé le lundi 4 juillet au Complexe Judiciaire de Latacunga.

"Manifestation de soutien et de solidarité avec Leonidas Iza, président de la Conaie, injustement accusé par le gouvernement qui cherche à criminaliser la protestation sociale", a déclaré l'organisation sur son compte Twitter.

Iza est accusé par le Gouvernement du délit présumé de paralysie d'un service public, de sorte que, selon le Code organique intégral pénal (COIP), si Leonidas Iza est admissible, il encourt un à trois ans d'emprisonnement.

L'article 346 du COIP indique que quiconque empêche ou paralyse la fourniture normale d'un service public ou s'oppose par la violence au rétablissement de ce service, "ou, si un bâtiment ou un établissement public est pris par la force, sera puni d'une peine privative de liberté d'un à trois ans".

La police avait déjà arrêté Iza dans la zone de Pastocalle, Cotopaxi. Plus tard, après plusieurs mouvements illégaux, la juge Paola Bedón a ordonné sa libération immédiate le 15 juin, après avoir déclaré que son arrestation a répondu à la procédure régulière.

Dans le cadre de sa détention, la Conaie l'a qualifiée d'illégale, tandis qu'Iza a vu son soutien s'accroître dans les populations des zones rurales et des forêts. De même, dans les zones urbaines, notamment à Quito, capitale équatorienne, plusieurs personnes l'ont soutenu.

L'organisation indigène a appelé à la vigilance lors de l'audience et plusieurs organisations sociales ont exprimé leur crainte que la protestation sociale soit criminalisée.

Bedon a accueilli favorablement la demande du Bureau du Procureur général de l'État d'adopter des mesures de substitution à la détention provisoire pour le chef autochtone. C'est ainsi que le leader indigéniste réagit au processus en liberté.

La défense du chef indigène a appelé le président, Guillermo Lasso, et le ministre de l'Intérieur, Patricio Carrillo, à comparaître parmi les témoins du procès. Carrillo a déjà envoyé un rapport.

Selon l'avocat de l'indigéniste, Carlos Poveda, Lasso ne viendra sûrement pas à l'audience, arguant qu'il n'a pas non plus assisté à l'appel de l'Assemblée nationale ou aux dialogues pour signer l'accord de paix, de sorte qu'il n'a aucune attente, mais il a dit qu'il devrait envoyer un rapport sous serment comme l'a fait le membre de son cabinet.

Pour Poveda, il est frappant de constater qu'en plus du ministère public, le Bureau du Procureur et l'entreprise publique Pretoecuador seront les accusateurs. Au sujet de la société, le juge Bedon a accepté la partialité de son accusation.

À cet égard, il a précisé que, bien que le délit de présomption de paralysie ne concerne aucun puits pétrolier ou l'entrave au déblocage des tankers, l'un des chefs d'accusation retenus contre lui était de fermer la voie E35. "Ils ne lui ont pas ajouté d'autres, ils ne lui ont pas dit qu'il était responsable du manque de carburant, jamais le ministère public n'a dit cela, c'est ce qu'on appelle le principe de congruence", a-t-il souligné. (Source Telesur)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/292458-le-mouvement-indigene-en-equateur-va-organiser-un-sit-in-pour-soutenir-leonidas-iza>



Radio Habana Cuba